

L'Espagne dut être, à l'avenir, dans le monde politique à la France, ce qu'est un satellite à sa planète, ou le radeau de charge au bâtiment léger qui le remorque¹. L'opinion de cette subalternité était assez accréditée, pour avoir contribué par la suite à provoquer un changement de dynastie en Espagne, en raison du changement de dynastie en France.

Cette dépendance d'un peuple accoutumé long-temps à régner sur les autres, fut particulièrement visible dans l'organisation et dans l'emploi des forces de terre et de mer. La marine militaire ne s'éleva que pour avoir des échecs. On ne construisit des vaisseaux que pour les voir conduire tôt ou tard dans les ports de l'Angleterre; et enfin, on pouvait prévoir que l'inimitié constante de cette puis-

¹ Le plus habile ministre de France, dans le dix-huitième siècle, Choiseul, disait qu'il était plus sûr de sa prépondérance dans le cabinet de Madrid que dans celui de Versailles. Il disait cela sous le règne de Charles III, le plus habile des Bourbons d'Espagne.

sance devait, quand le moment serait venu, amener la perte des colonies espagnoles. L'armée espagnole fut peu nombreuse, n'eut de bonnes institutions qu'en les empruntant aux Français, ne tira rien de son cru, rien du caractère ou des habitudes nationales. Pas un souvenir, pas une tradition, n'établissaient de continuité entre les bandes espagnoles détruites à Rocroi et les régimens qui, un siècle plus tard, combattirent en Italie pour revendiquer les droits de Philippe V. Après la paix de 1748, les troupes espagnoles n'ont plus fait la grande guerre. La campagne de Portugal, en 1762, prouva qu'elles ne savaient pas conduire une opération, et que même à l'aide des Français leurs alliés, il n'y avait pas en elles assez de force, de suite, ni de talens pour soumettre un royaume qui, d'après les lois de la topographie, devait être une de leurs provinces. L'expédition d'Alger, en 1774, ne déposa pas davantage en leur faveur.

La guerre d'Amérique ne leur offrit pas

d'occasions de gloire. Unies aux troupes françaises, elles firent sur les Anglais la conquête facile et peu importante de l'île de Minorque. Avec elles, elles ont échoué devant le rocher de Gibraltar. Les Français, en vantant le courage des Espagnols, n'ont pas vanté leur discipline. L'Espagne qui, par la nature de sa position et par le courage indomptable de ses habitans, non moins que par l'immense étendue de son empire colonial, devait être puissance de premier rang, n'eut dans la diplomatie que le second, ou même le troisième rang. Comment se serait-on aperçu de son existence en Europe? Elle ne pouvait influer sur les affaires du continent, qu'en pesant sur la France; et chaque jour elle perdait à la fois la volonté et le pouvoir de nuire à ses voisins. Elle avait ouvert une large route à l'extérieur des Pyrénées, afin de les rendre viables dans toute saison, et de faciliter aux armées le voyage de Madrid. A l'exception de San Fernando de Figuières, bâti par Ferdinand VI,

quand il s'éloigna du système de sa maison, aucune fortification n'avait été élevée dans les Pyrénées si faciles à défendre; dans ces Pyrénées où l'antique puissance de l'Espagne se manifeste encore dans la démarcation des frontières, toute au désavantage de la France. Les anciennes forteresses tombèrent en ruine, et ne furent pas réparées. Au lieu d'exalter le patriotisme des habitans limitrophes, on le comprima, on l'éteignit. Il ne tint pas au gouvernement des Bourbons que les Catalans ne fussent aussi calmes que les Castellans. Ils aimaient mieux les rendre souples au pouvoir, que terribles à l'ennemi. Rien ne fut prévu dans un avenir quelconque pour la défense.

L'Espagne était dans cet état inoffensif et faible quand la révolution française vint effrayer les rois sur leurs trônes. Le sol de l'Espagne n'était pas disposé pour recevoir et faire germer les semences de l'esprit de

liberté. Les classes inférieures virent avec horreur les outrages faits à la religion et au pouvoir royal. Les idées nouvelles trouvèrent un grand nombre de partisans dans la classe moyenne, même dans les classes élevées et dans le clergé; elles se propagèrent surtout dans les ports de mer, parce qu'il y a là plus de communication avec le monde.

Par un effet tout naturel, les Espagnols partisans des idées nouvelles les outrèrent, les exagérèrent et furent des démagogues forcenés; de même que dans ceux qui combattaient la superstition étaient ordinairement des athées. En même temps le gouvernement espagnol accueillit les proscrits et les fugitifs de France avec empressement. La confirmation du pacte de famille par l'assemblée constituante en 1790, au sujet de l'affaire de Nootka Sund, ne rassura pas la cour de Madrid sur l'influence de la France en révolution. En effet, il était évident que, quels que fussent les rapports mutuels de la France et de

l'Espagne, l'intérêt de la France était toujours de secourir l'Espagne contre l'Angleterre. Ainsi, on chercha à s'isoler de plus en plus. Des mesures terribles furent prises pour empêcher la contagion révolutionnaire¹.

Le trône était occupé alors par un de ces princes qui, dans une condition privée, eussent mérité l'attachement de leurs amis, et peut-être même leur estime ; propres à régner dans les temps faciles, où il ne faut que boire, manger, chasser et se montrer ; supportables dans ces monarchies constitutionnelles où les rois n'ont d'action que celle qui dérive de leur position,

¹ La plus rigoureuse surveillance fut exercée aux frontières et dans l'intérieur par l'inquisition, qui promulguait de temps à autre et faisait afficher dans les églises l'énoncé sommaire des livres nouvellement prohibés. On lisait sur ces listes, mêlés aux grands noms de Montesquieu, de Robertson, de Filangieri, les titres des romans français les plus obscurs, et quelquefois les plus obscènes.

et qui ne tient pas à leur personne ; mais incapables, soit par défaut d'esprit, soit par défaut de caractère, d'exercer le pouvoir absolu quand le vent de la tempête commence à souffler. Charles IV était monté sur le trône à l'âge de quarante-un ans ; simple dans ses goûts, bon pour ses serviteurs, doué d'une intelligence qui n'a paru bornée que parce qu'elle était disproportionnée à la tâche que lui ont imposée des temps difficiles ; pacifique, craintif, accoutumé à obéir, ayant passé sa jeunesse sous le joug, il fut constamment soumis à la volonté de la reine Marie-Louise. Cette princesse, née en Italie, avait apporté à la cour d'Espagne ce mouvement passionné, cette volonté propre aux femmes de son pays. Elle avait sur le roi la supériorité que les femmes ont toujours à égalité de culture d'esprit et d'intelligence.

Les fautes et les vertus des rois décident souvent du sort des peuples. Ce qui, dans la situation privée, n'éveillerait pas l'attention publique,

est saisi sur le trône par l'inexorable histoire. On calcule moins l'intention, la moralité des actions, que leurs résultats. La reine d'Espagne est déjà entre les mains de l'histoire qui, n'écoutant point les cris de rage de l'esprit de parti, repoussera les comparaisons injurieuses avec les Frédégonde et les Brunéhaut; mais doit dire que la perte de l'état fut peut-être causée et certainement accélérée par un amour impur, dont rien n'honorait la cause, dont rien ne peut excuser l'excès.

CHARLES IV avait d'abord laissé l'état entre les mains des ministres de son père. Le comte de Florida Blanca ¹ gouverna l'Espagne pendant les premières années de son règne. Ministre actif et patriote, son nom se liait aux entreprises utiles du règne de Charles III. Il

¹ Florida Blanca, sorti de la robe, envahit et dénatura le gouvernement royal; il mit les rois en dehors, créa le pouvoir ministériel, les bureaux, les commis, les commissions, prépara et rendit facile le vicariat de Godoy. (Esmenard.)

aimait son pays avec passion ; la révolution française lui faisait horreur. Ce mot terrible de Mirabeau : « La cocarde nationale fera le tour du monde, » retentissait à son oreille. Contre la révolution, il dirigeait l'activité de son esprit ; contre les Français, il prêchait la guerre. Une intrigue de cour le précipita dans la disgrâce. Son caractère dur et fier déplaisait à la reine. Il ne ménagea pas assez ses amours. L'héritage de Florida Blanca fut donné à un vieillard, qui, de tous les hommes d'état de l'Espagne, était alors celui qui avait le plus de considération en Europe. Le comte d'Aranda ¹ s'était toujours montré l'ennemi de la tyrannie et de la superstition, le promoteur de la philosophie et des lumières. L'âge n'avait pas altéré la justesse de son esprit, mais avait diminué l'énergie de son caractère. Après neuf mois de ministère, il disparut de la scène po-

¹ Le vétéran de la diplomatie espagnole.

litique aussi soudainement qu'il y était monté neuf mois auparavant.

ALORS s'éleva à côté et au-dessus du trône un homme qui n'eut de grand que sa faveur, et qui ne devait en descendre qu'en précipitant la monarchie dans sa ruine. Emmanuel Godoy, nouvellement nommé duc d'Alcudia, prit à la fin de 1792 le portefeuille dont on avait éloigné successivement Florida Blanca et d'Aranda. On le vit s'élancer de la couche adultère de la reine aux premiers grades de la milice, à la présidence des conseils, au gouvernement absolu de la paix et de la guerre. Si sa puissance n'avait été fondée que sur le goût de la reine pour lui, il aurait pu craindre qu'un rival heureux lui enlevât l'empire avec le cœur de sa maîtresse; mais il exerça d'emblée sur le faible Charles IV un empire plus grand et plus stable.

La politique du cabinet de Madrid hésita encore quelque temps devant la révolution

française. Le roi et son ministre sentaient que la guerre était indispensable et ils voulaient pourtant l'éviter. Un événement funeste amena la rupture. Charles IV avait fait auprès du pouvoir qui gouvernait la France toutes les démarches publiques et secrètes pour sauver la tête du chef de sa maison. Quand cette tête sacrée fut tombée sous le glaive du bourreau, il se résolut à prendre les armes. Il le fallait, car s'il ne l'eût pas voulu, sa nation eût fait la guerre sans lui. La condamnation d'un roi par ceux qui naguère étaient ses sujets, avait rempli d'horreur un peuple religieux et sensible. Les cris d'indignation et de vengeance retentirent dans les cités. Des Français isolés, des négocians paisibles furent assaillis, assassinés, et portèrent la peine des crimes qu'ils n'avaient pas commis.

LE roi d'Espagne n'avait pas quarante mille soldats en Europe. Ses arsenaux étaient dé-

garnis, son trésor était vide. Les dons patriotiques¹ arrivèrent de toutes parts. La Catalogne demanda à se lever en masse. Les provinces de Biscaye et de Navarre firent des appels à la population. Les grands seigneurs accoururent à la tête de leurs vassaux. Les moines arrivèrent enrégimentés : cette cause était la leur. Des bandes de contrebandiers, oubliant leurs démêlés habituels avec le gouvernement, demandèrent à combattre les ennemis du trône et de l'autel. Tous les états, tous les rangs voulurent vaincre et mourir pour la patrie².

¹ Les dons gratuits de France, offerts à l'assemblée nationale en 1790, ont monté à cinq millions de francs; ceux d'Angleterre, en 1793, à quarante-cinq; ceux d'Espagne à soixante-treize. La nation voulait, le gouvernement lui manqua.

² Le général des Franciscains offrit de marcher à la tête de dix mille moines. Le duc d'Albe et deux autres seigneurs voulurent lever dix mille hommes à leurs frais. Les Catalans offrirent cinquante mille soldats. Le chapitre de Tolède vingt-cinq millions de réaux. Le clergé parcourait les villages le crucifix à la main.

Quel parti tira le gouvernement espagnol de tant de dévouement ? Des armées furent formées aux deux extrémités des Pyrénées ; on compléta les régimens , on leva quelques bataillons de milice. Les Français , pris au dépourvu sur cette frontière dégarnie de places , essayèrent d'abord quelques échecs insignifiants. Les faibles avantages des Espagnols se bornèrent à la prise de deux ou trois postes en Rousillon , et d'un ou deux villages dans le pays des Basques. L'Europe entière arrivant sur leurs frontières du nord et de l'est , l'intérieur inquiet , l'ouest dévoré par la guerre civile , les côtes menacées par les Anglais , ne permettaient alors aux Français que de présenter aux Pyrénées des bataillons novices. Si le gouvernement espagnol eût répondu à l'énergie de sa nation , si la guerre eût été conduite avec une capacité même médiocre , les armées espagnoles seraient arrivées en 1793 et 1794 sur les bords de la Garonne ; mais leur valeur fut comme engourdie par la léthargie du cabinet de Madrid. Le

favori faisait des plans de campagne, on les exécutait mal ; on n'entendait pas la guerre des montagnes. En voulant être partout, on n'était fort nulle part.

La guerre offensive avait le caractère de la défense, quand au contraire la défense des Français avait le caractère de la guerre offensive. Les actions de vigueur furent en petit nombre, et eurent de petits résultats. Les chefs espagnols montrèrent plus de bravoure que de talent : à peine se firent voir parmi eux quelques généraux du second ordre. Si l'idée qu'on s'était faite autrefois de l'énergie du caractère espagnol ne s'effaça pas entièrement, au moins fut-elle singlièrement modifiée, par ce qu'on put voir de leur organisation et de leur direction. Quand la république française eut augmenté ses forces et aguerri ses soldats, quand elle fut délivrée d'une partie de ses maux intérieurs, elle porta des forces plus grandes aux Pyrénées. En peu de temps les montagnes s'aplanirent devant le courage des républicains. Ceux

qui passèrent les Pyrénées-Orientales s'emparèrent de San-Fernando de Figuières, réputée une des places fortes de l'Europe, abondamment pourvue de vivres et de munitions, et défendue par une garnison de dix mille hommes, avec plus de facilité que dix-huit mois auparavant les Espagnols n'en avaient eu à prendre, sur le territoire français, un château-fort et deux ou trois misérables bicoques. A leur droite, les Français envahirent les provinces de Biscaye et passèrent l'Èbre. Pampelune allait être assiégée, la Castille envahie, Madrid était menacée. Le roi d'Espagne se hâta de demander la paix; il avait satisfait à ses devoirs de parent, il crut avoir rempli ses devoirs de roi. Le ministre, sous les auspices duquel l'Espagne se réconciliait avec la France, par un traité où les sacrifices n'étaient pas mesurés sur les revers, prit le nom de prince de la Paix. Un général, âgé de trente ans, aurait pu ambitionner un autre titre.

La guerre avait appris quelle était la puissance de la France ; on n'avait pas besoin de cette expérience pour connaître la puissance de la révolution. Il fallait donc fortifier l'Espagne, et contre la révolution, et contre la France. L'occasion était favorable, une volonté toute-puissante dirigeait, animait une nation féconde en beaux génies et en grands caractères. Le premier ministre était à la fleur de l'âge ; la santé robuste et les mœurs sages du monarque lui promettaient une longue vieillesse. Quelle situation favorable pour retremper la monarchie, pour lui rendre de la force et de la jeunesse, pour mettre les gouvernans au niveau des gouvernés !

Bien au contraire, l'Espagne se hâta de désarmer, la milice fut renvoyée dans ses foyers. Les cadres de vingt bataillons et de huit escadrons ajoutés à l'armée de ligne furent conservés ; mais on ne recruta plus les troupes. Les défauts de l'organisation militaire ne furent pas corrigés. Quand les lois de la France nouvelle vouaient

indéfiniment aux armes la population toute entière, l'Espagne se privait de tous moyens de former promptement des armées, et l'on enlevait au peuple espagnol tout esprit militaire. La marche rapide des Français des bords de la Bidassoa aux bords de l'Èbre, ne donna pas même l'idée d'élever des retranchemens ou d'entretenir les forteresses. Le gouvernement manqua de fixité, les finances furent mal administrées; on vécut sur les anciens abus.

La pensée ne vint même pas de prévenir les suites du mouvement européen, en se mettant à la tête du mouvement intérieur, et de faire taire le mécontentement de la partie éclairée de la nation, en l'appelant à une sage participation du pouvoir. La guerre faite aux institutions nationales depuis trois siècles, par les princes des maisons d'Autriche et de Bourbon, continua. C'en est fait des nations où les institutions ne fixent pas la durée des principes qui les constituent, où les intérêts ne sont pas représentés, où l'opinion publique est sans organe, où les

maximes du gouvernement dépendent d'une volonté individuelle et variable. Ces nations peuvent durer un jour, jeter même quelque éclat; mais cet éclat est trompeur, ce calme mensonger. Sans les institutions, les empires se perdent, avec Napoléon dans les nues, avec Godoy dans la boue.

La France voulut que l'Espagne entrât dans sa querelle contre l'Angleterre ¹. L'Espagne désarmée et mal gouvernée, n'était pas maîtresse de choisir sa politique. Le pacte de famille fut renouvelé : le pacte de famille, entre la branche cadette des Bourbons, et la révolution qui venait d'exterminer la branche aînée, entre le roi catholique et la république ennemie des prêtres! Dès-lors, la marine absorba toutes les dépenses, et l'armée de terre fut encore plus négligée qu'auparavant. En cas de succès, cette guerre maritime aurait nui à l'Espagne, puisqu'elle eût augmenté encore la puissance

¹ Voyez à la fin du livre, la pièce n°. I.

relative de la France. Au contraire, des revers devaient faire perdre à l'Espagne ses colonies, ruiner sa marine, et empêcher les communications avec l'Amérique. Les flottes d'Espagne furent conduites dans les ports de France. Les flottes de France vinrent ruiner, épuiser les magasins des ports de l'Espagne ¹.

Le prince de la Paix n'était pas ami des Français. Il était loin d'avoir du goût pour leur révolution, et avait montré de l'inclination pour l'Angleterre; mais il lui eût convenu d'être en paix avec tout le monde. Forcé de choisir entre deux puissances rivales, il se décida pour celle dont l'amitié garantissait plus immédiatement sa tranquillité, ses plaisirs, sa faveur et la honte de ses maîtres. Des suggestions étrangères le

¹ Dès la paix de Bâle, une escadre française entra dans le port de Cadix; il y en eut ensuite toujours une; même quand la flotte espagnole n'était pas dans le port de Brest. Arsenaux, vaisseaux, tout était en commun entre les deux puissances: c'était le partage du lion.

jetèrent de plus en plus, si non dans les intérêts de la France, du moins dans des rapports avec elle. On lui fit envisager que ce pays, las de révolution et incapable de se fixer, reviendrait tôt ou tard au sang de ses anciens maîtres; et que pour éviter des réactions il irait les chercher dans la branche qui n'avait pas d'injures à venger. Il fut dupe de quelques intrigans, il inspira de la défiance au gouvernement français qui sollicita, et obtint du roi d'Espagne, en 1798, son renvoi du ministère. Il aliéna la reine, en entretenant publiquement à Aranjuez, Dona Josepha Tudo.

Charles IV était encore plus pacifique que son ministre; son penchant naturel le portait vers la nation française; la révolution le faisait trembler; l'échafaud de Louis XVI était toujours présent à ses yeux, il eût acheté à tout prix l'amitié de la république tant il craignait sa haine. Il était soigneux, recherché dans ses politesses envers les patriotes fougueux que lui envoyait la république, plus qu'il ne l'avait été

envers les ambassadeurs de famille que lui envoyait le chef de sa maison.

EN perdant le ministère, Godoy n'avait pas perdu la puissance ; son crédit près du couple royal n'avait qu'augmenté ; il faisait et défaisait les ministres, il était l'âme du gouvernement quand il avait cessé d'en être le bras. L'histoire n'a point à s'occuper des ministres qui ont été à la tête des différens départemens en Espagne depuis le chute du comte d'Aranda ; qu'importe que les finances aient été régies par Gardozni, Varcles ou Soler ? la marine par Valoz Varela, Grandellana ou Sol de Lemos ? la guerre par Campo Alange, Azanza, Alvarès ou par Olaguer Félice ? l'intérieur par Llaguno, Jovellanos ou Caballero ? les affaires étrangères par Saavedra, Urquijo ou Cevallos ? Ceux qui étaient médiocres ou rampans obtinrent et conservèrent le pouvoir par obéissance servile aux volontés du favori. Les autres n'eurent le temps de rendre aucun service à leur patrie : ils ne

sont connus que par l'éclat des disgrâces que leur ont méritées un zèle ardent et un caractère élevé. Ainsi l'on a vu les comtes Florida Blanca et d'Aranda, expier dans l'exil le tort d'avoir voulu faire le bien dans des vues et d'une manière différente; le comte de Gabarrus allant de la prison et de l'exil à la cour s'approcher du pouvoir, sans le reprendre; Don Miguel Joseph de Azanza paraître un instant au ministère de la guerre, et en sortir aussitôt pour faire place à l'oncle du favori; Don Gaspard Melchior de Jovellanos enfermé dans un couvent pour avoir fait entendre la voix de la vérité et de la raison dans un monde corrompu et ignorant; Don Francisco de Saavedra appelé à jouer le premier rôle dans le conseil, désigné dans l'opinion publique comme propre à le remplir, et empêché de justifier cette opinion par une retraite prématurée, qu'on motiva sur le mauvais état de sa santé; Don Luiz Mariano de Urquijo investi jeune encore d'une grande faveur parce qu'on lui supposa un grand talent,

fut précipité presque aussitôt dans un cachot parce qu'il se trouva que son caractère était égal à son talent.

Quand une main ferme comprima les factions en France, et anéantit l'esprit révolutionnaire, Charles IV applaudit avec enthousiasme au 18 brumaire. Il regarda son trône comme affermi par l'établissement du pouvoir de Napoléon.

L'existence d'un pouvoir plus concentré et plus énergique en France, resserra les nœuds de l'alliance ¹. La cour d'Espagne s'était mise long-temps en travers de l'inimitié qui regnait entre la France et le Portugal. Elle avait refusé au directoire la permission de faire passer les armées sur son territoire, pour joindre cette dernière puissance; il fallut céder au premier

¹ En mai 1799, Ofarril vint avec une division d'infanterie à Rochefort, sous prétexte d'expédition secrète. Peu de temps après, Mazaredo vint avec sa flotte dans le port de Brest. C'était pour que la France fût assurée des forces navales et terrestres de l'Espagne.

consul. En 1801, un corps de dix-huit mille Français traversa l'Espagne, et établit des camps d'observation en avant de Ciudad-Rodrigo. En même temps, une armée de quarante mille Espagnols s'assembla sur la rive gauche du Tage. Godoy commanda cette armée, et justifia dans une courte campagne son surnom de prince de la Paix. En vain, la France pressait la guerre par son ambassadeur, et par un général délégué près du prince de la Paix, la guerre se borna à la prise de quelques places sans défense, et à des courses de cavalerie. Charles IV ne voulait pas détrôner le prince régent du Portugal son gendre. Il servait malgré lui la politique de la France. Il ne voulait pas faire des conquêtes, que Bonaparte l'aurait peut-être contraint de garder. C'était le contraire des guerres ordinaires, où l'on ne fait pas de conquêtes, parce qu'on sait qu'on devra les rendre.

La campagne de 1801 devait être sans gloire

pour les armes espagnoles; elle fit faire à la maison de Bourbon d'Espagne un grand pas dans le mépris public. Le roi et la reine d'Espagne étaient à l'armée avec le favori. Prenant des formes de galanterie qui ne lui étaient pas naturelles, on le vit offrir pompeusement à la reine un bouquet d'oranges que quelques soldats avaient cueilli sur les glaciés d'Elvas. Il parut à la tête de l'armée, conduisant en triomphe sa maîtresse, et suivi par le roi qui marchait derrière eux. Les soldats la portaient sur un palanquin tressé de feuillage. Marie-Louise avait cinquante ans, quand elle donnait ce spectacle au peuple et à l'armée.

LA paix d'Amiens réconcilia l'Espagne avec l'Angleterre; l'Espagne perdit l'île de la Trinité, et eut en échange le district d'Olivença ¹.

¹ L'Espagne ne demanda pas le reste du territoire sur la rive gauche du Guadiana, quoique ce fût nécessaire pour empêcher la contrebande qui est toute au désavantage de l'Espagne, tant que le Portugal est allié à l'Angleterre.

Il n'y avait pas compensation ; mais elle eût acheté par de bien plus grands sacrifices une paix qui lui était nécessaire pour rétablir sa marine, raviver ses colonies, et combler le gouffre du déficit. Par un traité accessoire à celui d'Amiens, conclu entre l'Espagne et la France, l'Espagne céda la Louisiane ¹ à la France, qui donna en échange de cette colonie et de l'héritage de la maison Farnese, la Toscane érigée en royaume à l'infant Don Louis, fils du duc de Parme, marié à la seconde fille du roi d'Espagne.

Cet arrangement impliquait l'Espagne dans des combinaisons futures. Quelques hommes d'état rêvèrent alors la résurrection de l'Espagne dans la diplomatie européenne. Ils la virent présidant encore aux destinées de l'Italie, et placée comme un contre-poids entre l'Au-

¹ La France, qui ne pouvait pas défendre ses colonies, pouvait encore moins garder la Louisiane. On la prenait pour la vendre aux Américains ; on donnait au Mexique des voisins dangereux.

triche et la France. Cette idée fut accueillie, échauffée même par des hommes distingués de la république italienne qui, ayant une haine égale du joug français et du joug allemand, cherchaient au delà de la Méditerranée une protection à leur indépendance¹. D'autres hommes d'état voyaient avec peine cette plus grande étendue donnée à une puissance, au moment où elle tendait à s'affaiblir. Ils voulaient que la puissance espagnole se concentrât dans la Péninsule. Ils jugeaient que la réunion du Portugal à l'Espagne, si on pouvait l'opérer sans trop de secousse, compléterait et renforcerait la monarchie, en mettant la Péninsule entière sous le même sceptre. Ils croyaient qu'on devait sacrifier à cette idée l'Italie, et même quelques possessions coloniales. Toutefois, aucune combinaison politique n'était plus permise à

¹ M. de Melzi, vice-président de la république italienne, était à la tête de cette opinion ; il avait des rapports de famille avec l'Espagne.

l'Espagne hors du rayon de la puissance française.

Ce n'était pas qu'il n'y eût un grand nombre de vieux Espagnols dès long-temps fatigués de leur asservissement à une politique, à un cabinet étrangers. Il y avait aussi des partisans de l'Angleterre. Ils n'étaient même pas rares dans les conseils de Madrid. Mais le temps était passé où l'Espagne pouvait délibérer. Bon gré, malgré, elle était lancée dans le système de la France. Il eût fallu, pour l'en détacher, un coup de force ! Ce coup pouvait-il partir de la main débile et honteuse qui tenait les rênes du pouvoir !

De nouvelles preuves d'asservissement ne tardèrent pas à se reproduire. La paix d'Amiens étant rompue, la France se hâta de réclamer le secours stipulé par le traité d'alliance offensive et défensive. On rappela toutes les obligations qu'imposait à l'Espagne le pacte de famille et le traité conclu en 1796

à Saint-Ildephonse¹. Le prince de la Paix parut vouloir reculer devant la teneur du traité. Un moment, on parla en Espagne de lever soixante mille hommes, et d'avoir une neutralité armée. La France menaça d'attaquer le crédit de Godoy. On désigna en sa place, dans les journaux français, le chevalier Azara², ambassadeur à la cour de France. Ce moyen était infaillible. L'Espagne acheta la neutralité moyennant l'engagement de payer annuellement à la France la somme de cinquante millions de francs.

Napoléon avait calculé que l'argent des Espagnols lui valait mieux que leurs secours. Les Anglais firent le même calcul; ils jugèrent qu'il valait mieux pour eux avoir l'Espagne

¹ Voyez à la fin du livre, pièce n° II.

² En ce temps, le chevalier d'Azara, ambassadeur espagnol en France, disait à Napoléon : « Quelle gloire auriez-vous, vous jeune et plein de vie, à me terrasser, moi vieux et cassé ? » — Napoléon et Azara oublièrent que les peuples sont toujours jeunes.

ennemie, que neutre et donnant des sommes énormes à la France. Au milieu de la paix, quatre frégates espagnoles chargées de trésors furent attaquées, prises ou coulées par les vaisseaux anglais. Après cet attentat, le cabinet de Saint-James fit pour l'expliquer un manifeste mensonger ; donnant ainsi l'exemple des injustices qu'une autre puissance devait ensuite faire éprouver à ce pays, préludant par un acte atroce sur mer aux iniquités qu'elle devait bientôt éprouver sur terre ¹. La nation fut encore précipitée malgré elle dans une guerre dont les résultats ne pouvaient lui être que funestes. L'outrage fait au pavillon espagnol, l'attaque cruelle et contraire au droit des gens, le mépris et la cruauté inspirèrent contre les Anglais un mouvement de haine,

¹ Si le cabinet de Saint-James avait déclaré publiquement et officiellement sa convention, au lieu d'endormir la nation espagnole et de prendre l'argent du gouvernement et des particuliers, la guerre eût paru juste et le procédé n'eût pas été odieux

qui, du reste, eût cédé bientôt à des considérations d'utilité publique, s'il n'eût été relevé, soutenu, fomenté par la politique de la France. Le 14 décembre 1804, l'Espagne déclara la guerre à l'Angleterre¹. Le manifeste était facile à rédiger; il y avait plus de motifs qu'il n'en fallait pour faire la guerre à l'Angleterre.

Charles IV déposa ses foudres vengeresses entre les mains de l'arbitre habituel de sa volonté, qui, depuis douze années, l'aidait à porter le poids de sa couronne. Le prince de la Paix, toujours chargé de la direction et du commandement des forces de terre et de mer, parla à la nation, lui représenta avec énergie les outrages de l'Angleterre, l'exhorta à faire tous les sacrifices pour la cause de la patrie et de l'honneur. On leva avec éclat une partie de la milice; on eut recours pour le recrutement de l'armée à des moyens inusités. Les compagnies de grenadiers et de chasseurs furent re-

¹ Voyez à la fin du livre pièce n° III.